

03 PK 0530

GONG

Information

journal du patriote guadeloupeen

Un peuple qui décide de se gouverner
est un peuple qui entreprend de se
critiquer et de s'organiser.



N° SPÉCIAL

**UN DOCUMENT QUE
GUADELOUPEEN
DOIT AVOIR**

Janvier-Février 1967

Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe

A PROPOS DE L' ARTICLE
DE L' ETINCELLE : " QUELS INTERETS
SERT LE G.O.N.G. "

S O M M A I R E

- Introduction	Page	3
- Conditions historiques dans lesquelles surgit le G.O.N.G	Page	4
- Connaissant toute la sympathie du peuple travailleur pour le Marxisme-Léninisme, la direction du P.C.G. agite l'épouvantail de "l'anti-communisme" en se faisant passer comme martyr.....	Page	12
- Le G.O.N.G et la petite bourgeoisie. Nos divergences avec les révisionnistes sur le rôle de la petite bourgeoisie au cours de la révolution nationale	Page	15
- Il n'y a aucune contradiction entre notre objectif politique, et le fait d'avoir signé le manifeste des 24 organisations, ou d'avoir participé au Front	Page	21
- Nous sommes contre le parlementarisme bourgeois, mais nous ne sommes pas oppo- sés aux élections.....	Page	24
- Nous stigmatisons tous les actes d'injus- tice et de lâcheté, d'où qu'ils viennent et quelqu'en soit la victime	Page	26
- Pourquoi la direction du P.C.G. a t'elle choisi cette période pour calomnier le G.O.N.G. Quels sont les liens entre ces calomnies et le limogeage de nombreux cadres du P.C.G.	Page	29

A PROPOS DE L'ARTICLE
DE L'ETINCELLE : " QUELS INTERETS
SERT LE G. O. N. G. "

Le Journal " L'ETINCELLE, organe du Parti Communiste Révisionniste Guadeloupéen, dans ses numéros du 19 et 26 Novembre et du 24 et 31 Décembre 1966, nous a attaqué avec la plus grande perfidie : ce n'est pas la première fois.

Les dirigeants révisionnistes du P.C.G. ont toujours essayé de masquer leur carence, leurs propres contradictions, leur haute trahison, derrière de soi-disant difficultés que lui créé "un groupuscule de sans-visage, pseudo-révolutionnaires prudemment installés au Quartier Latin, ou à l'ombre de la Grande Muraille de Chine !".

Chaque fois qu'elle a essayé de nous attaquer, soit du point de vue de l'idéologie, de l'objectif politique ou de l'organisation, nous avons toujours répondu du tac au tac à la direction révisionniste du P.C.G. Mais quand elle ne fait que pleurnicher ou mentir, nous n'avons jamais pour habitude d'y faire attention.

Bien entendu, aux critiques idéologiques et organisationnelles que nous avons faites aux dirigeants du P.C.G., ceux-ci sont incapables de répondre. Devant leur faiblesse et visant en 1er lieu les élections législatives de Mars 1967, la direction du P.C.G. a entrepris, depuis Novembre 1966, une manoeuvre de grand style qui a atteint l'apogée de son développement à la réunion du Bureau Politique du 26-12-1966.

Cette manoeuvre a clairement dévoilé que la clique de BANGOU est capable de sacrifier, avec le cynisme le plus effronté, l'existence même d'un parti qui, quoique communiste de nom, gênait leurs ambitions démesurément égoïstes.

Cette clique vocifère dans tous les sens "l'existence d'un complot" en liquidant lâchement et juste avant les élections ceux de leurs éléments qui, soit par opportunisme, soit parce qu'ils avaient encore le sens de la dignité de leur peuple, s'opposaient à leur ambition malpropre. Mais surtout en mêlant volontairement le G.O.N.G. à sa crise interne, la direction du P.C.G., avec la clique BANGOU en tête, a atteint le plus haut degré de l'opportunisme et de lâcheté politique .

Dans ce contexte, pour que toute confusion soit définitivement effacée, pour que le peuple guadeloupéen et l'opinion internationale porte un jugement juste, tant sur notre organisa-

tion, que sur l'évolution de la situation politique en Guadeloupe, le G.O.N.G. publie ce numéro spécial, qui sera une juste réponse aux manœuvres, aux calomnies honteusement diffusées contre notre organisation, par les laquais de l'impérialisme français que deviennent de plus en plus les dirigeants du P.C.G.

I.- CONDITIONS HISTORIQUES DANS LESQUELLES SURGIT LE G.O.N.G.

Dans les premiers jours de Janvier 1963 fut créé un Comité Provisoire, mandaté pour élaborer les textes idéologiques et politiques et réunir les conditions matérielles pour réaliser l'Assemblée Constitutive du G.O.N.G.

Après 6 mois de travail, un certain nombre de ceux qui avaient été ainsi mandatés purent convoquer l'Assemblée, et là, les textes fondamentaux du G.O.N.G. furent analysés, discutés et votés : ainsi prenait naissance le G.O.N.G.

A) QUE S'ETAIT-IL PASSE ? POURQUOI UNE NOUVELLE ORGANISATION ? POURQUOI LE G.O.N.G. ?

Il faut remonter aux années 1961-1962 pour saisir le problème dans son processus. En 1961, le "Front Antillo-Guyanais pour l'Autonomie" avait été créé à Paris. Ce Front tant du point de vue de l'organisation, que de l'idéologie présentait de grosses faiblesses, de grandes lacunes; mais, il eut le mérite de poser pour la première fois, de manière très confuse certes, mais de poser quand même le problème de la décolonisation de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane.

A cette époque, la direction effective du Front était monopolisée par 4 personnes dont 1 guadeloupéen et 3 martiniquais. Parmi ces 4 personnes, deux étaient des anciens militants communistes, mais à ce moment, ils avouaient volontiers qu'ils n'étaient pas inscrits au P.C. pour ne pas "entraver le développement du Front".

La direction du P.C.G., et il en est de même du P.C.M., avait d'abord été hostile au Front, mais devant le succès de celui-ci au sein des masses de l'émigration Antillaise à Paris, ils ont manifesté une opposition voilée, enfin après la mort de BEVILLE en Juin 1962, l'accord entre le reste de la direction du Front et la direction du P.C.G. devint total.

Nous analyserons de plus près cette période car elle est riche en enseignements, comme le prouve le développement de la situation actuelle.

Nous avons dit qu'au début le P.C.G. avait été hostile au Front; à cette époque comment les Guadeloupéens étaient-ils représentés au Front ?

Essentiellement par l'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens (l'A.G.E.G).

La direction de l'A.G.E.G., à cette époque, prévoyant le danger que constituaient les dires des deux " anciens membres " du P.C., fit de nombreuses mais vaines tentatives auprès de Rosan GIRARD qui était alors membre du Bureau Politique du P.C.G. et directeur politique de l'Etincelle, pour qu'il engage le P.C.G. à prendre ses responsabilités à savoir le contrôle politique des guadeloupéens au sein du Front. Ces tentatives furent vaines et tout ce que la Direction de l'A.G.E.G put obtenir, c'est que Rosan GIRARD vienne quelques minutes à ce congrès constitutif du Front Antillo-Guyanais et fasse en son nom personnel une intervention.

Quels étaient les arguments invoqués par la direction du P.C.G. pour boycotter le Front ?

a) La direction du P.C.G. fit courir les mensonges les plus grossiers au sujet du compatriote A. BEVILLE, prétendant que ce dernier n'était qu'un " anti-communiste avéré ", un " bourgeois pourri ".

Ces mensonges soutenus avec force par les plus hauts responsables du P.C.G. ont, à certain moment, ébranlé les convictions de l'A.G.E.G

b) En outre concernant le problème des voies et moyens pour hâter le processus de décolonisation dans nos pays, la direction du P.C.G. manifesta son désaccord de principe et refusa toute discussion.

POURQUOI CETTE ATTITUDE ?

Il est certain qu'au sein de la direction du Front, certains individus et notamment MANVILLE et GLISSANT, agissaient par opportunisme; ils ne croyaient pas un seul mot en leur verbalisme révolutionnaire.

Ainsi, MANVILLE qui croyait le moment arrivé pour assommer ces anciens compagnons et rivaux du P.C.M., était alors partisan de la lutte armée, de la violence.

GLISSANT, qui voulait se faire passer pour un révolutionnaire pur et dur parlait lui aussi de la " voie armée ".

Il s'agit là, nous le répétons, d'opportunistes; et cela n'avait nullement échappé à la direction de l'A.G.E.G, car son profond désir était alors d'amener le P.C.G. à organiser l'explosion d'énergie créée dans le milieu guadeloupéen par la naissance de ce Front et d'empêcher que quelques opportunistes monopolisent, eux seulement, la direction du Front.

EN SEPTEMBRE-OCTOBRE DE 1961, LA DIRECTION DU P.C.G. FUT

OBLIGEE D'ASSOUPPLIR SA POSITION .

En effet, durant les vacances scolaires de cette année, certains militants du P.C.G., dont un au moins était membre du Comité Central, tous fonctionnaires, furent mutés en FRANCE par le Gouvernement impérialiste, sans aucune résistance sinon verbale de la part du P.C.G. Qui plus est, le bruit a couru avec une certaine insistance que la mutation d'Yvon LEBORGNE avait été bénie par le Comité Central et plus particulièrement par le trio BANGOU-IBENE-PIERRE-JUSTIN qui montrèrent ainsi pour la première fois qu'ils savaient s'unir pour éliminer ceux qui le gênaient au sein du Parti.

A ce moment là, le Front, bien que dans la clandestinité, réagit à cet acte de répression de l'impérialisme français, et organisa la lutte politique contre l'ordonnance du 15 octobre 1960.

La direction du P.C.G., qui n'avait rien fait de concret, dû changer son attitude négative envers le Front, et, à partir de cette date, elle mena une opposition voilée au Front.

La direction du P.C.G. maintient cette position jusqu'à la date de la mort tragique du patriote A.BEVILLE en Juin 1962, date à laquelle l'accord parfait régna entre la direction du P.C.G. et le reste de la direction du Front. (Voyage secret d'un des dirigeants du Front en Guadeloupe.)

Il est donc logique, maintenant, d'affirmer que la présence d'A.BEVILLE gênait considérablement la direction du P.C.G.

POURQUOI LA PRESENCE DE CE PATRIOTE GENAIT-IL LA DIRECTION DU P.C.G. ?

Est-ce son " anti-communisme avéré ", sa " classe sociale " comme le prétendaient les dirigeants du P.C.G. ? Non.

Les faits ont prouvé que les liens profonds qui ont existé entre BEVILLE et les 2 autres communistes, au sein de la direction du Front, n'ont pas été le résultat d'un quelconque marchandage au terme duquel le Front devait être nécessairement un instrument de l'anti-communisme. Le soir même de son départ fatal (le 21-6-1962), pour la Guadeloupe, BEVILLE avait discuté pendant plus de 3 heures avec Rosan GIRARD, essayant de poser les bases solides pour une collaboration étroite entre le Front et le P.C.G.

Mais queiqu'il eut fait, BEVILLE était un personnage gênant pour la direction du P.C.G. parce qu'il désirait une réelle libération de son peuple du joug colonial et qu'il était prêt à consentir tous les sacrifices pour cet objectif.

Aucun membre de la direction du P.C.G. ne pourra avoir une attitude aussi digne et aussi courageuse, car ils sont devenus esclaves de quelques miettes lachées par les colonialistes.

Nous avons rappelé cette époque pour mieux comprendre la naissance du G.O.N.G. :

La direction du P.C.G. ayant capitulé devant ses responsabilités historiques, démontrant ainsi son incapacité à diriger et la lutte et le Front instrument nécessaire à la lutte de Libération Nationale, la direction de l'A.G.E.G a tenu et a levé très haut le drapeau de la lutte anti-colonialiste, en acceptant de mener seule la lutte au sein du Front, ce qui permit aux Guadeloupéens et aux Martiniquais de démasquer les opportunistes et les pseudo-révolutionnaires que sont GLISSANT et MANVILLE.

Cette lutte courageuse de l'AG.E.G. a contribué pleinement à dégager la nécessité de l'existence d'une organisation vraiment d'avant-garde pour assurer la direction du mouvement national et le triomphe de la Révolution .

Nous pouvons affirmer ainsi avec fierté, que c'est de la lutte courageuse de l'A.G.E.G. que naquit à l'aube de 1963 le G.O.N.G.

B) LE MANQUE DE COURAGE DE LA DIRECTION DU P.C.G. ET SA DUPLICATION.

Pendant les 6 mois d'existence du Bureau Provisoire du G.O.N.G., il y eut de nombreux contacts entre des membres de la direction du P.C.G. et le Bureau Provisoire.

Ainsi successivement, PIERRE-JUSTIN Serge, Rosan GIRARD DAHOMAIS et Y. LEBORGNE ont connu dans les détails les projets et les points de vue du Bureau Provisoire du G.O.N.G.

Pourquoi avons nous tant insisté pour que la direction du P.C.G. connaisse notre travail ?

Si les dirigeants révisionnistes du P.C.G. ont la mémoire courte, le moment est venu de leur rappeler leur propre histoire et ainsi de leur rafraichir la mémoire :

En 1963, la crise qui minait le P.C.G depuis quelques années, connaissait alors de nouveaux rebondissements, précisément par le fait qu'aucune mesure de redressement n'avait

été prise par la direction du P.C.G., visant à transformer ce Parti.

En effet, en 1961, dans un article intitulé : " Le redressement révolutionnaire du P.C.G. est la condition interne essentielle de tout progrès sur la voie de la Libération Politique de la Guadeloupe " (ETINCELLE du 28-1- et 4-2-1961) Rosan GIRARD écrivait ceci :

"..... La condition interne essentielle de la réussite de cette Révolution Nationale particulière est la transformation du Mouvement Communiste Guadeloupéen en un Parti Communiste véritable.

Ces deux questions indissolublement liées, à savoir la question du Statut d'une part, celle du redressement du P.C.G. d'autre part, constituent l'objet de notre 2ème Congrès et en marquent l'intérêt historique exceptionnel pour notre pays.

".....Le projet de thèses élaboré par la direction du parti, comme document préparatoire au Congrès, est nettement insuffisant.

Son défaut majeur est de ne pas expliciter la Révolution Nationale que la Guadeloupe doit faire et de n'en pas définir concrètement les voies et moyens parmi lesquels, au premier chef, il faut inscrire la liquidation de la crise très sérieuse que traverse le Mouvement Révolutionnaire Guadeloupéen,.....

Son deuxième défaut essentiel, à notre avis, c'est de ne pas hiérarchiser la politique proposée aux délibérations du 2ème Congrès par rapport à la politique dépassée arrêtée par le Congrès précédent.....

Le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire est certes de ne pas aller au-delà des possibilités de la conjoncture, mais il consiste également à ne pas rester en deçà des possibilités...

" LA GRAVE CRISE DU MOUVEMENT COMMUNISTE GUADELOUPEEN.

"A la vérité, le contenu du projet de thèses ne va pas au-delà d'une bonne propagande pour le développement du mouvement autonomiste. C'est bien mais ce n'est pas assez. Ce projet de thèses traduit certaines hésitations. Il révèle que pour beaucoup d'entre nos dirigeants les perspectives révolutionnaires ne sont pas claires. Il révèle qu'une analyse sérieuse des couches sociales pouvant se mettre en mouvement chez nous et

des objectifs pouvant déclancher leur mouvement, n'a pas été encore faite.

A la vérité, le projet de thèses reflète bien l'état regrettable de notre Parti surpris par l'Histoire et les événements, en pleine crise d'incapacité théorique et pratique.

Notre 2ème Congrès doit rétablir la situation. Il le fera, dans la mesure seulement, où il voudra être le Congrès de la vérité et de la virilité, le Congrès de la franchise et de la vigueur, dans la mesure où il pourra être capable de prendre la tête de la lutte émancipatrice de la Guadeloupe, il saura faire un effort pour liquider sans faiblesse, des méthodes, des procédés, des attitudes, des défauts indignes d'un parti prétendant poursuivre la transformation qualitative de l'Homme et de la Société. Il le fera, dans la mesure où il saura inculquer, aux militants, aux dirigeants le sens de la responsabilité sans lequel, le laisser aller, l'incompétence théorique, la légèreté, les bavardages, l'arrivisme déloyal, la trahison par carence, continueront d'ache-miner progressivement notre Parti vers sa transformation en une sorte de parti social-démocrate dégénéré, ne pratiquant aucune forme concrète de lutte de classe, mais à l'extérieur le verbalisme révolutionnaire, la démagogie et l'opportunisme, à l'intérieur, la lutte dissolvante de clans rivaux

Ce large fragment de l'article de GIRARD révèle qu'il a effectivement essayé d'alerter les autres membres de la direction du P.C.G. sur les graves problèmes qui se posaient à l'intérieur du P.C.G. et qui mettaient en cause son existence même.

L'analyse profonde du texte de GIRARD montre d'ailleurs que, si celui-ci vit le danger que courait le parti, il ne put ou ne sut prendre les solutions appropriées.

Des nombreux problèmes qui se posaient au P.C.G., nous pouvons les résumer ainsi :

a) Le P.C.G. veut-il réellement assumer son rôle historique qui est de conduire le peuple guadeloupéen à la révolution nationale démocratique dans une 1ère étape, au socialisme dans une 2ème étape ?

b) Du point de vue de l'organisation, le P.C.G. s'organise-t-il ou est-il organisé pour affronter une telle lutte ?

Avec le recul du temps, en analysant l'évolution

du P.C.G., ses prises de position sur certains problèmes majeurs aussi bien nationaux qu'internationaux, tels que :

- la Révolution Algérienne
- la Révolution Cubaine
- les problèmes de l'émigration guadeloupéenne vers la France,

nous affirmons, qu'en 1964, date de notre première critique à la direction du P.C.G., nous possédions déjà l'essentiel pour répondre clairement à ces deux questions.

Quelle a été la position de la direction du P.C.G. sur la Révolution Algérienne ?

Sachant très bien que la connaissance réelle de la lutte du peuple algérien serait une expérience très riche pour notre peuple, la direction s'est employée à camoufler tant qu'elle le put le problème algérien aux masses guadeloupéennes.

Jamais la direction du P.C.G. n'a fait une analyse de la Révolution Algérienne, jamais le Comité Central n'a appelé la population à soutenir publiquement la lutte du peuple algérien, jamais il n'a tenté d'organiser et d'éduquer les jeunes guadeloupéens que l'impérialisme engageait pour combattre un peuple frère.

Concernant l'attitude de la direction du P.C.G. à l'égard de la Révolution Cubaine dans les premières années de son existence, nous affirmons :

La 1ère et la 2ème Déclarations de la HAVANE, par le ferme soutien qu'elles apportaient à la lutte des peuples frères d'Asie d'Afrique et d'Amérique Latine, ont ébranlé les impérialistes, mais elles ont aussi effrayé la petite-bourgeoisie vendue. Ainsi la direction du P.C.G. était-elle très effrayée, à la seule pensée que les canons de la Révolution Cubaine ne retentissent jusqu'à la conscience de notre peuple dominé et que celui-ci ne se décide un jour à se révolter, à abattre ses exploiters et se déclare, comme Cuba, " peuple libre ".

On comprend bien pourquoi la direction du P.C.G. fit claironner de toute son énergie : " Que la Guadeloupe n'est pas Cuba, n'est pas l'Algérie "; et que le 2ème Congrès du P.C.G. réuni à Pointe-à-Pitre les 1er et 2 Avril 1961 ait cru nécessaire de déclarer : "... Le Congrès entend préciser qu'il ne réclame pas l'indépendance ..."

C'est l'évidence même que la Guadeloupe n'est ni l'Algérie ni Cuba; mais ce que la direction du P.C.G. ne dit pas et n'ose pas dire et que nous affirmons, c'est que : l'ex-

exploitation que subit notre peuple est la même dont ont été victimes le peuple cubain, le peuple algérien et la situation politique tant sur le plan interne que sur le plan international devant rester ce qu'elle est actuellement pendant encore quelque temps, le processus qui conduira notre peuple à la souveraineté nationale sera le même que celui qui a conduit le peuple algérien et le peuple cubain à la Liberté.

Cela Messieurs les Révisionnistes ne dépend pas de votre volonté mais du développement de notre Histoire qui, en définitive, est l'HISTOIRE DU PEUPLE GUADELOUPEEN.

Quant au problème de l'émigration durant les années 1962-1964, la Direction du P.C.G. a fait semblant d'ignorer son importance pour tenter de masquer sa responsabilité. En fait, sur cette question les points de vue de la Direction du P.C.G. et ceux du Gouvernement Impérialiste Français sont les mêmes. Comme lui, la Direction du P.C.G. pense que la Guadeloupe est "surpeuplée", que l'émigration est l'unique solution au problème guadeloupéen, il réclame simplement un peu plus "d'humanisme" pour mieux dissimuler le caractère de "traite" de cette émigration.

La vérité est que la direction du P.C.G., comme le Gouvernement Impérialiste Français, pense que la Jeunesse est "trop turbulente", "trop gênante" et qu'il faut s'en débarrasser.

Ces positions de la Direction du P.C.G. sur des problèmes majeurs, son incapacité à résoudre sa crise interne, montrent clairement qu'à aucun moment la Direction du P.C.G. n'a eu comme objectif l'organisation des masses pour la conquête du Pouvoir.

Et comment en serait-il autrement?

Dégénéré en vulgaire parti social-démocrate, le but de la Direction du P.C.G. n'est ni plus ni moins que de s'accommoder du statu quo, de vivre en bon terme avec le pouvoir colonialiste, de s'accrocher désespérément aux miettes, de dénoncer et de calomnier les vrais révolutionnaires.

Il est donc juste de dire que les membres du Bureau Provisoire du G.O.N.G. se sont confiés en toute bonne foi à la Direction du P.C.G., qu'ils ont cru que celle-ci allait prendre des mesures nécessaires au redressement du P.C.G., qu'ils ont apporté tout leur appui à la Direction du P.C.G.

pour effectuer une telle transformation, car, leur désir le plus cher était la collaboration avec un vrai Parti Communiste.

Mais ces gens ont trompé notre bonne foi, se sont moqués de nous.

Il est donc tout à fait juste que nous les critiquions, que nous les harcelions jusqu'à ce qu'ils mettent bas les masques. En aucune circonstance nous ne l'oublierons.

II - CONNAISSANT TOUTE LA SYMPATHIE DU PEUPLE
TRAVAILLEUR POUR LE MARXISME-LENINISME,
LA DIRECTION DU P.C.G. AGITE L'EPOUVAN-
TAIL DE 'L'ANTICOMMUNISME' EN SE FAISANT
PASSER COMME MARTYR

Qu'est-ce que l'anti-communisme et qui est anti-communiste ?

Notre peuple a une très grande sympathie pour le Marxisme-Léninisme et pour les peuples révolutionnaires. Bien que les réactionnaires aient, il y a quelques années, utilisé toutes sortes de mensonges, l'amitié de notre peuple envers le peuple de l'U.R.S.S. reste indestructible. Aujourd'hui, en dépit des calomnies des révisionnistes de la Direction du P.C.G. et des réactionnaires à l'égard du peuple chinois et de son glorieux Parti Communiste, l'amitié entre le peuple chinois et le peuple guadeloupéen se développe chaque jour davantage.

Si nous mettons de côté les réactionnaires notoires, il existe au sein du peuple, dans les classes moyennes, des éléments anti-communistes. A l'analyse, on retrouve trois explications :

- a - Il existe ceux qui éprouvent une peur confuse du Marxisme-Léninisme, abusés par la propagande bourgeoise, trompés par les campagnes de calomnies et les mensonges colportés sur les pays socialistes; ils croient qu'on va leur enlever "leur petit lopin de terre" ou "leur petit commerce" et ne réalisent pas que leur intérêt fondamental, la survie de leur commerce menacée par la concentration (monoprix, grands magasins, terres d'usines), est lié au même titre

que l'intérêt des ouvriers et ouvriers agricoles à la cause de la Révolution Nationale Démocratique.

- b - Il existe ceux qui ont peur de l'impérialisme international et notamment de l'impérialisme nord-américain. Ils essaient de justifier leur position en disant que l'Impérialisme Américain ne permettra jamais à un parti Marxiste-Léniniste de diriger la lutte de libération et de prendre le pouvoir en Guadeloupe.
- c - Il y a des gens honnêtes mais bornés qui, ayant constaté les abus dans la pratique des dirigeants du P.C.G., en ont conclu qu'un P.C. n'était nullement différent d'un parti bourgeois puisque leurs dirigeants s'adonnent à la même pratique. Et partant, ces gens ont vite fait de mettre le Marxisme-Léninisme lui-même en cause.

Les gens qui appartiennent à ces trois catégories sont des anti-communistes et on les rencontre dans notre peuple.

Bien entendu, ces gens-là surveillent la moindre erreur commise dans un pays socialiste pour répandre leur haine contre le communisme. Très influencés par la propagande bourgeoise, ils ont peur de la dictature du prolétariat, ils ont peur de la collectivisation de la terre et autres moyens de production.

Peut-on dire que les militants du G.O.N.G. entrent dans ces catégories de personnes ?

La littérature publiée par le G.O.N.G. n'est-elle pas celle qui explique le mieux au peuple guadeloupéen le sens de ces concepts et trace la juste voie pour leur réalisation concrète ?

Nous faisons aux Révisionnistes de la Direction du P.C.G. la proposition suivante :

Qu'ils publient un article ou un fragment d'article pris dans notre littérature et qui soit en opposition avec le Marxisme-Léninisme.

Certes, ils peuvent dire que nous les avons critiqués, que nous ne sommes pas d'accord avec eux sur de très nombreux problèmes.

La question est de savoir si le fait de critiquer

BANGOU, de critiquer DESSOUT, LACAVE, GIRARD, etc... c'est être anti-communiste ?

Pour les révisionnistes du P.C.G., c'est sûrement là leur conception de l'anti-communisme. Aussi, il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'après 22 ans d'existence aucun dirigeant n'ait fait une autocritique sincère.

C'est pourquoi nous analyserons ici quelques actes de quelques dirigeants communistes pour savoir s'ils sont conformes à la Morale Communiste :

- Quand un membre du C.C. du P.C.G., pharmacien de profession, partage un paquet de coton hydrophile en 6 petits paquets et vend chaque portion quelques centimes moins chers que le paquet entier: au nom de quelle morale agit-il ? La morale capitaliste ou la morale communiste ?

- Quand un autre membre du C.C. , pharmacien lui aussi, profite de la réforme foncière des colonialistes pour s'accaparer des terres au lieu d'organiser les paysans à la lutte pour la conquête de la terre. Ce pharmacien totalise déjà des centaines d'hectares de terre. Quelle ^{est} sa morale ? Communiste ou anti-communiste ?

-Quand un membre du C.C. du P.C.G., maire de la plus grande ville de la Guadeloupe, après avoir escroqué les voix du peuple, se permet de déclarer : "Je n'ai pas le temps de me meler à la foule.", cette même foule qui venait de l'élire; et que tout au long de l'année qui a suivi son élection, il n'a manqué à aucune des cérémonies officielles organisées par le pouvoir colonialiste.

Où placer cet ambitieux mais lâche valet des forces réactionnaires ? Peut-on décemment le mettre à côté de ceux qui ont choisi la doctrine de Marx et Lénine ?

Non, Messieurs les révisionnistes , la moindre sincérité de votre part exige que vous reconnaissiez publiquement que vous êtes des anti-communistes actifs, des alliés de classe des colonialistes et des impérialistes, des TCHOMBE en puissance.

Vous n'avez pas et vous n'aurez jamais le courage de faire cette auto-critique et c'est là votre faiblesse.

Vous calomniez les révolutionnaires, vous agitez l'épouvantail de l'anti-communisme pour mieux dissimuler votre propre anti-communisme.

C'est là une attitude d'hypocrite, l'attitude de ceux qui publiquement conseillent de boire de l'eau mais qui, en cachette, boivent du vin. Mais tôt ou tard, ces gens tombent malades et on découvre facilement leur supercherie. Messieurs les Révisionnistes, vous êtes dans la situation de ces gens et le jour où vous tomberez malades est proche.

Nous voulons vous tendre encore une perche pour vous rattraper au moins partiellement; nous vous faisons la proposition suivante :

Publier le nom des membres du Comité Central; le total des terres que chacun d'eux possède, la manière dont ces terres sont mises en valeur, ainsi que l'équivalent monnaie de leurs biens immobiliers et leur utilisation.

Maintenant que beaucoup de membres du C.C. ont été limogés, l'enquête sera très facile !

Nous croyons sincèrement que si vous avez le courage de donner publiquement ces informations, tout le monde va être éclairé sur la nature de classe de la direction du P.C.G. et au moins sur cette question, la controverse prendra fin.

III - LE G.O.N.G. ET LA PETITE-BOURGEOISIE. NOS DIVERGENCES AVEC LES REVISIONNISTES SUR LE ROLE DE LA PETITE-BOURGEOISIE AU COURS DE LA REVOLUTION NATIONALE.

Nous ne reviendrons pas sur les circonstances de la naissance du G.O.N.G. mais il nous faut réfuter le mensonge de l'Etincelle quand il écrit : "Que le G.O.N.G. a été créé pour rassembler la petite-bourgeoisie non inscrite au P.C.G.".

Comme le fait remarquer le rédacteur lui-même : "Cette petite-bourgeoisie est déjà au P.C.G." Et nous ajoutons que cette petite bourgeoisie occupe la direction du P.C.G.

Que la direction du P.C.G. traite cette petite-bourgeoisie de "lucide et courageuse", c'est là une question d'objectifs de lutte et d'honnêteté intellectuelle.

Pour nous les problèmes fondamentaux qui se posent et auxquels nous devons répondre sont les suivants :

a - Quel est le rôle d'une partie de la petite-bourgeoisie au cours de la Révolution Nationale ? Dans quelles con-

ditions peut-elle jouer ce rôle ?

b - La place qu'elle doit occuper en tant que classe au sein du mouvement révolutionnaire.

Pour répondre à ces questions, il nous faut savoir la composition même de cette classe et ses caractéristiques.

Elle comprend :

1° - la grande majorité des moyens fonctionnaires dont le nombre a augmenté ces dernières années.

Ces fonctionnaires, qui plus que toute autre couche de la population ont une "mentalité d'assisté", sont entièrement dépendants de l'impérialisme français.

L'existence même de cette catégorie sociale en tant que petite-bourgeoisie est une conséquence du régime colonial.

Depuis le vote de l'Assimilation en Mars 1946, le gouvernement français s'est évertué à introduire une discrimination sensible entre cette fraction et le reste de la population.

Dans un pays où le chômage règne de manière aiguë toute l'année, avoir un mandat mensuel paraît être un énorme privilège. Mais ce qui contribua le plus à éloigner les fonctionnaires du reste des masses laborieuses, dont eux-mêmes sont issus le plus souvent, c'est la discrimination volontairement entretenue par l'administration coloniale sur l'application des lois sociales : Sécurité Sociale, congés de maladie; allocations familiales, etc...

Par sa propre action d'une part et la faiblesse des organisations syndicales d'autre part, l'impérialisme français a contribué largement à développer l'aliénation des fonctionnaires.

Il n'est pas rare de les entendre dire "que la conquête de la souveraineté signifierait pour eux la perte de leur salaire, la perte de leur congé en France, la perte des avantages sociaux" dont ils sont les grands bénéficiaires mais pour lesquels ils ont très peu lutté.

Dans ces conditions, nous disons que la catégorie des fonctionnaires, prise dans son ensemble, ne sera et ne pourra être ni la force motrice, ni la force directrice de la Révolution.

2° - La petite-bourgeoisie comprend aussi les intellectuels des professions libérales.

Cette catégorie de la population est aussi bénéficiaire du système actuel mais elle est relativement indépendante de l'impérialisme.

Cette situation est favorable à une prise de positions révolutionnaires de cette partie de la petite-bourgeoisie. En fait, cette fraction de la population connaît aujourd'hui des difficultés, des chantages, des pressions économiques provoqués par les forces réactionnaires : ce n'est pas par hasard que les Banques refusent de leur faire des prêts.

De plus, le fait qu'une grosse majorité de la population n'a pas de salaire se répercute directement sur l'option politique de ces intellectuels qui, de plus en plus connaissent un état de sous-emploi.

La situation économique, sociale et politique, dans le cadre du régime actuel, se dégradant inéluctablement, il faut prévoir que ces intellectuels vont se partager en deux fractions : a - ceux qui, au prix de leur liberté, de leur dignité, de leur honnêteté professionnelle, se vendront à l'impérialisme, à ses banques : c'est le cas actuel de GEORGES-RAOUL NICOLO, HELENE, etc...

b - ceux qui refuseront la compromission et resteront intègres. Ils se placeront forcément à côté des masses laborieuses, dans le camp des Révolutionnaires.

3° - Les moyens commerçants

L'absence d'un marché intérieur, la destruction des cultures vivrières, la disparition de l'artisanat, ont rendu notre population dans son ensemble dépendante de l'économie française.

L'augmentation des importations, le développement d'un circuit de distribution monopoliste a fait disparaître ou a contribué à éliminer les "petites boutiques" guadeloupéennes au profit d'une catégorie de moyens commerçants puissants surtout dans les grandes villes et les moyennes communes.

Leur relative prospérité ne dépend que de l'importation massive de denrées alimentaires et autres biens de consommation.

Il est donc facile de comprendre que cette partie de la petite-bourgeoisie se sent très liée à l'impérialisme français et n'est pas partisane d'une transformation radicale de la situation politique.

4° - Il faut enfin ajouter à ces 3 catégories les moyens planteurs de canne et de bananes.

De ces 4 composantes de la petite-bourgeoisie, seule cette dernière catégorie participe à la production.

Dans le régime actuel, sa situation économique devient de plus en plus difficile.

Bien que l'impérialisme français leur fasse beaucoup de promesses, ces hommes s'aperçoivent chaque jour davantage qu'ils sont frustrés du fruit de leur travail par le jeu de la commercialisation de la banane ou par la dégradation des termes de l'échange .

Au fur et à mesure du pourrissement du régime, la contradiction entre l'impérialisme français et eux se fera plus aigüe, et inéluctablement la grande majorité d'entre eux deviendra l'alliée de leurs frères ouvriers et paysans pauvres dans la lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale.

La conclusion fondamentale qui résulte de l'analyse de la composition de la petite-bourgeoisie guadeloupéenne est que :

La grande majorité de cette classe se compose de gens ne participant pas à la production; il est faux par conséquent de croire que ce sont les contradictions économiques entre Guadeloupéens inhérentes au système capitaliste qui conduiront la petite-bourgeoisie guadeloupéenne à s'engager dans la lutte révolutionnaire.

Dans ces conditions, lorsque la direction du P.C.G. affirme que la G.O.N.G. a été créé pour unir la petite-bourgeoisie non-anticommuniste, nous répondons :

1° - qu'il s'agit d'un mensonge, d'une interprétation fallacieuse de notre charte. Or, en aucun moment le Comité Provisoire du G.O.N.G. n'a prononcé de telles paroles.

2° - Le fait que la direction du P.C.G. affirme cette contre-vérité maintenant et qu'elle ne nous ait jamais déconseillé sur le sens révolutionnaire d'une pareille entreprise, bien plus qu'elle n'ait jamais dénoncé cette entreprise alors qu'elle était au courant prouve bien que :

La direction révisionniste du P.C.G. ou bien ne s'est jamais préoccupée de résoudre la question de savoir qui sera la force directrice de la révolution guadeloupéenne, ou bien qu'elle considère que c'est la petite bourgeoisie qui doit être cette force. Dans les deux cas, nous disons qu'il y a

une carence d'analyse et que par conséquent les conceptions de la direction du P.C.G. sur ces problèmes sont totalement erronées.

Les conceptions erronées sautent à l'oeil quand on analyse les mots d'ordre du P.C.G. depuis 1946.

Nous ne reviendrons pas sur le mot d'ordre d'Assimilation proné par le P.C.G. en 1946, mais voyons plutôt celui " d'Autonomie dans l'Union avec la France ", qu'il préconise actuellement.

Que signifie ce mot d'ordre ?

Il reflète essentiellement les hésitations et la peur de la petite bourgeoisie de la direction du P.C.G., incapable de concevoir le développement de la Guadeloupe indépendante de la tutelle impérialiste française.

Il ne faut pas croire que cette peur de la petite bourgeoisie est spécifique à la Guadeloupe.

En France et en Allemagne, la petite bourgeoisie, alliée à l'impérialisme franco-allemand, avait la même position que la direction du P.C.G. sur la " Question d'Alsace-Lorraine ".

Voici ce qu'écrivait LENINE en 1916 sur cette question :

" Si l'on est Marxiste, en politique, il faut, en parlant de l'Alsace, attaquer les coquins du socialisme Allemand sur ce fait qu'il ne combattent pas pour la liberté de séparation de l'Alsace; il faut attaquer les coquins du socialisme français parce qu'ils pactisent avec la bourgeoisie française, laquelle désire annexer de force toute l'Alsace. Il faut attaquer les uns et les autres parce qu'ils servent l'impérialisme de " leurs " pays, craignant l'existence d'un Etat séparé, même tout petit"

(Lénine : Qu'est-ce qu'une annexion)

Et en 1932, Maurice THOREZ traitant de cette même question écrivait :

".. Quelle est ici notre revendication fondamentale : c'est le droit du peuple d'Alsace-Lorraine à disposer de lui-même, jusque et y compris la séparation d'avec la France.

Elle réunit toutes les revendications d'ordre particulier et immédiat : la lutte pour la liberté complète de l'Alsace-Lorraine, l'expulsion des capitalistes français, la fin de l'exploitation fiscale et du pillage des paysans et des ouvriers d'Alsace-Lorraine.

En formulant cette revendication, nous englobons tous les mots d'ordre de la lutte contre tous les

" aspects économiques et politiques de l'oppression nationale

" Le mot d'ordre " gauche " a couvert la passivité et a laissé le mouvement aux mains des politiciens bourgeois et petits-bourgeois qui par leur lâcheté et parfois même leur trahison pure et simple le sabotent. Défendant la libre disposition, les communistes de France doivent mettre l'accent sur " le droit de séparation d'avec la France du peuple d'Alsace-Lorraine ". Il faut que les communistes français dénoncent les privilèges de l'impérialisme français, l'oppression qu'il exerce. Il faut flétrir le rôle impérialiste chauvin " assimilateur " du parti socialiste français.....

(Oeuvres de M. THOREZ - Livre 2è - Tome 3 - Editions Sociales - page 166-67)

Evidemment, nous ne sommes plus en 1932 et le P.C.F. a oublié cette époque, mais les écrits demeurent !

En tenant compte de l'expérience des peuples français et alsaciens, des différentes révolutions nationales qui ont eu lieu dans ces dernières années, de notre propre expérience et surtout de l'Histoire du P.C.G., dont la direction a été accaparée par la petite bourgeoisie, nous affirmons :

- Qu'il est inconcevable de laisser à la petite bourgeoisie la direction de la révolution.
- Que certains éléments de cette classe peuvent avoir leur place à la direction du mouvement national, mais ceci nécessite qu'ils s'alignent inconditionnellement sur les positions de classe du prolétariat

Toutefois, la petite bourgeoisie, en tant que classe, a un rôle à jouer au cours de l'étape de la révolution nationale, mais ce rôle ne sera clair qu'au moment où l'impérialisme français s'affrontera dans une ultime manoeuvre au prolétariat et aux paysans guadeloupéens.

De toute manière, l'organisation du prolétariat et des paysans pauvres doit être forte et indépendante.

Sur tous ces problèmes, notre conception diffère fondamentalement de celle de la direction du P.C.G. L'erreur des thèses du P.C.G. sur ces problèmes est de ne pas tenir compte de l'aliénation culturelle et politique dont est victime la classe petite bourgeoise et par conséquent de pratiquer le " culte de l'intellectuel ". Nous ajoutons que si les plus lucides dirigeants du P.C.G. reconnaissent l'existence de cette aliénation culturelle, ils refusent d'admettre qu'elle

est avant tout le fait de la petite bourgeoisie. Ils parlent du problème de " l'homme guadeloupéen ". Ils expriment ainsi leur mépris des ouvriers et petits paysans guadeloupéens et s'accrochent désespérément à leur prétention de diriger la lutte du Peuple tout entier.

IV- IL N'Y A AUCUNE CONTRADICTION ENTRE NOTRE
OBJECTIF POLITIQUE, ET LE FAIT D'AVOIR
SIGNÉ LE MANIFESTE DES 24 ORGANISATIONS,
OU D'AVOIR PARTICIPE AU FRONT

La direction du P.C.G. nous critique, parce que nous avons signé le " manifeste de la Table Ronde des Guadeloupéens Martiniquais et Réunionnais ", ainsi que d'avoir participé au " Front pour l'Autonomie de la Guadeloupe ", tout en étant des partisans de l'Indépendance .

Bien que nous ayons maintes fois expliqué notre position sur ces deux problèmes, nous éclaircirons encore une fois cette question pour éviter la confusion que veut créer le P.C.G.

A) Concernant le Manifeste signé par les 24 organisations Antillaises et Réunionnaises nous allons répondre à deux questions :

- 1°) Sommes-nous d'accord avec les thèses de ce manifeste ?
- 2°) Pourquoi l'avons-nous signé ?

En ce qui concerne les thèses du manifeste, il dit :

- a) " Tous les partis, mouvements ou courants politiques se joignent dans la même revendication d'un changement du statut actuel "
- b) " un tel statut doit aboutir dans chacun de ces pays :
 - à l'élection au suffrage universel, libre et secret, d'une assemblée délibérante.
 - à l'institution d'un organisme assurant la coopération de représentants de la France et du pays intéressé.
- c) " En élaborant ce texte les signataires, sans renoncer en quoi que ce soit à leurs conceptions, ont tenu à montrer qu'à l'heure actuelle, il était possible de s'unir dans les pays considérés ".

Il est certain que les objectifs de ce texte et ceux du GONG

sont différents, et que nous ne pouvons pas être entièrement d'accord avec ce texte.

Mais nous n'avons jamais dit ou écrit que pour réaliser l'unité sur le plan national ou sur le plan international, il était nécessaire que les autres participants soit d'accord avec nous point par point.

Nous ne posons jamais les problèmes avec sectarisme et étroitesse de vue.

Nous sommes bien convaincus cependant qu'en dernière analyse la décolonisation de la Guadeloupe sera le résultat de plusieurs facteurs dont les deux principaux sont :

- la lutte de classe sur le plan national
- la situation des forces progressistes dans le monde .

Or, au mois de décembre 1963, date de la parution du manifeste, la situation était la suivante :

La petite bourgeoisie de la direction du P.C.G. réclamait depuis 1958 " une autonomie de gestion "

Le GONG qui avait à peine quelques mois d'existence, luttait pour entraîner les masses paysannes et ouvrières dans la lutte pour une transformation radicale, sous le mot d'ordre d'INDEPENDANCE NATIONALE.

Jusqu'à maintenant, prolétariat et ouvriers agricoles n'ont pas encore une conscience de classe aigüe, et, en 1963, la situation était encore pire. Cependant ils sont victimes de l'impérialisme français et de ses valets; dans ces conditions, en appliquant le Marxisme-Léninisme à la situation concrète de la Guadeloupe, nous disions que : du point de vue stratégique le G.O.N.G. , l'organisation du prolétariat et des paysans pauvres, bien que numériquement faible, est potentiellement plus puissante que toutes les organisations petites bourgeoises de la Guadeloupe.

En partant de cette analyse, nous avons conclu : que nous ne devons pas craindre d'entrer dans un mouvement où la tendance petite-bourgeoise est provisoirement dominante car le prolétariat et les paysans pauvres, dans la mesure où ils sont unis au sein d'une organisation révolutionnaire, et à condition que celle-ci ait une orientation juste, peuvent imposer leur mot d'ordre et une direction à la petite-bourgeoisie.

Nous citerons encore M. THOREZ, qui écrivait ceci en traitant du problème Alsacien :

" Il faut comprendre que l'autonomie n'est pas notre programme, n'est pas notre revendication, qu'elle signifie le maintien sous d'autres formes de l'oppression impérialiste et que la revendication autonomiste vise en définitive à assurer la domination des capitalistes français, mais le mouvement de masse sous ce mot d'ordre,

" dans la mesure d'ailleurs où nous ne l'avons pas encore pris sous notre direction, doit être soutenu par nous, naturellement avec la critique aigüe de ses dirigeants."

(M.THOREZ , ouvrage cité)

Ainsi donc, quand nous avons signé ce " manifeste " nous le considérons bien sûr comme une plate-forme pouvant lancer la lutte des masses dans les 3 territoires respectifs. Si les idéalistes petits bourgeois de la direction du P.C.G. pensaient que la situation n'évoluerait pas, qu'ils continueraient toujours comme dans le passé à tromper les paysans et les ouvriers, qu'ils supportent entièrement les conséquences de leur analyse fausse. Quant à nous, nous n'avons pas à rougir d'avoir vu juste à la lumière du matérialisme dialectique.

C'est là, la conception dialectique du processus de développement du mouvement révolutionnaire : c'est pourquoi nous avons participé au Front en 1965.

Nous n'insisterons pas sur les conditions de la création de ce Front. On sait que Rosan GIRARD avait grossièrement menti lors de son passage à la Guadeloupe en 1965, lorsqu'il a prétendu " être mandaté par toutes les organisations progressistes à Paris, pour promouvoir un Front pour l'Autonomie ".

La résistance que la direction du G.O.N.G manifesta au début avait pour but essentiellement de faire comprendre à tous le fait suivant : la création du Front ne signifiait nullement que le peuple laborieux guadeloupéen, donnait sa caution à quelques opportunistes, pour comploter avec l'impérialisme français.

Connaissant le désir de la direction du P.C.G. " de négocier avec l'impérialisme français", cette remarque avait son importance .

Il s'agissait d'une mise en garde aux masses contre le réformisme, l'opportunisme, la tendance à la facilité, car nous connaissons parfaitement le profond désir d'Unité qui existe dans le peuple.

Ayant adopté une position claire sur cette éventualité, notre devoir était d'entrer au Front, d'y lutter afin qu'il devienne un instrument véritable de lutte de Libération Nationale.

Notre attitude a considérablement gêné les manoeuvres confusionnistes petites bourgeoises de la direction du P.C.G., qui spéculait sur le désir d'Unité du peuple, pour l'entraîner dans un complot avec les impérialistes français et les réactionnaires locaux.

Ainsi, dès la fin des vacances 1965, il s'opérait une transformation au sein du Front. La direction du P.C.G., commen-

çait à bouder le Front, réalisant un travail de sape, notamment dans la région de Sainte-Rose.

A la veille des élections présidentielles de décembre 1965, après avoir adopté deux positions diamétralement opposées sur ces élections, en moins d'une semaine d'intervalle, la direction du P.C.G., somma ses 3 responsables de " quitter le Front, jusqu'à ce que la situation soit éclaircie ".

Ces 3 responsables attendent encore aujourd'hui la note qui leur permettrait de reprendre le contact avec le Front !

Nous pouvons maintenant voir clairement qui est responsable de la désorganisation du Front : le G.O.N.G. ou la direction du P.C.G. ?

Le G.O.N.G. a joué avec courage son rôle d'avant garde, son rôle de guide des ouvriers et des paysans.

La direction du P.C.G. a grossièrement méprisé et trahi les aspirations du peuple. Elle a joué un rôle de saboteur.

Tant qu'elle était en mesure d'imposer son influence réformiste aux ouvriers et paysans, elle a participé au Front, mais à partir du moment où elle n'avait plus cette influence, elle s'est employée à saboter le travail du Front.

Les élections présidentielles n'ont été en fait qu'un prétexte pour la direction du P.C.G. : leur but était bel et bien de torpiller ce Front .

La volte-face réalisée par le P.C.G. à propos des élections présidentielles est liée en grande partie aux liens idéologiques et organiques étroits qui existent entre les révisionnistes du P.C.G. et ceux du P.C.F. et par voie de conséquence avec la bourgeoisie libérale de Mitterand et Guy Mollet.

Le G.O.N.G. accepte pleinement le principe de l'indépendance d'organisation et d'idéologie au sein du Front Uni, mais en aucun cas nous ne pouvons admettre que les révisionnistes du P.C.F. viennent nous imposer leurs dictats par l'intermédiaire de leurs confrères du P.C.G.

V - NOUS SOMMES CONTRE LE PARLEMENTARISME BOURGEOIS, MAIS NOUS NE SOMMES PAS OPPOSES AUX ELECTIONS.

— . —

Concernant la position du G.O.N.G sur le problème électoral, les impérialistes, leurs laquais les révisionnistes, ont déjà écrit beaucoup de calomnies, dans la vaine espérance d'effrayer les masses. Quelle est notre position sur ce problème ?

Dans la démocratie bourgeoise ,tout parti peut utiliser la tribune électorale qui lui est donnée ou bien pour augmenter le nombre de ses sièges au parlement bourgeois, ou bien pour expliciter ses idées au peuple, dans le but de renverser ce parlement bourgeois et d'y installer un parlement ouvrier.

Dans un pays colonisé comme le nôtre, il existe aussi deux possibilités :

Ou bien ce sont des partis qui sont à la solde de la bourgeoisie, des réactionnaires féodaux et ils font la course au " mandat parlementaire "; ou bien le parti de la classe ouvrière, avec son idéologie et son organisation indépendante, participe aux élections, mais dans le but essentiel d'utiliser celles-ci comme une tribune politique.

Autrement dit, cela signifie que si la direction du P.C.G. considérait le Parti comme une organisation vraiment ouvrière, il ne devrait pas avoir comme objectif principal , l'élection au parlement français de ses candidats, mais qu'à la fin de la campagne électorale, la conscience politique ,le niveau de lutte des ouvriers guadeloupéens atteigne un degré plus élevé.

Bien que nous soyons en complet désaccord avec la direction du P.C.G. sur l'objectif immédiat et le mot d'ordre, notre critique serait d'une toute autre nature si la direction du P.C.G. agissait de cette manière.

Malheureusement depuis sa création le P.C.G. a toujours sombré dans le parlementarisme bourgeois sans issue , ce qui l'obligea à commettre les actes de trahison les plus odieux.

En outre, il est nécessaire de faire une distinction entre:

- les élections où doivent être nommés ceux qui iront siéger au parlement français (législatives- sénatoriales)
- les élections qui concernent directement la Guadeloupe (cantonales -municipales)

De ces deux catégories, nous disons que la 2ème est primordiale : c'est à dire que le parti des ouvriers doit utiliser son énergie non seulement pour augmenter ses voix, mais aussi pour élever le niveau politique des masses.

Dans notre pays, le problème n'est pas si simple, il se complique du fait de nombreux facteurs, en particulier par l'existence de la fraude électorale, pratiquée et soutenue par l'impérialisme français et ses valets.

Sur cette question, notre position est que : la lutte pour le respect du suffrage universel est intimement liée à la lutte contre l'impérialisme et pour l'Indépendance Nationale.

Aussi, lorsqu'un parti ouvrier, pour une raison quelconque, ne peut faire respecter la volonté des masses, il doit

utiliser la campagne électorale pour élever la conscience politique des masses, mais il ne doit pas avoir peur de préconiser l'abstention aux urnes (surtout pour les élections de la 1ère catégorie).

Pour le peuple guadeloupéen, le refus de participer aux élections législatives ou sénatoriales marque sa prise de conscience nationale.

"Nous sommes Guadeloupéens et non Français, ces élections sont un problème interne concernant la France."

De plus, le rôle de un, deux ou même trois députés guadeloupéens au sein du Parlement Français est dérisoire, fussent-ils tous de réels communistes.

Telle est notre position sur ce problème, mais il nous faut répondre maintenant à une autre question :

Le parlementarisme, même appliqué de manière révolutionnaire, est-il le seul moyen dont disposent les peuples pour se débarrasser de la domination coloniale ?

Nous affirmons que :

Dans les colonies, dans les pays où l'impérialisme renforce chaque jour son potentiel de guerre, où les réactionnaires, utilisant la misère, la famine du peuple, organisent la corruption des mœurs, la prostitution, la traite des populations, dans ces pays, les peuples ne peuvent jamais se libérer par le seul parlementarisme.

Les peuples doivent se préparer à répondre du tac au tac à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire.

La Guadeloupe, en considérant ses conditions géographiques, humaines, pourra mener sa lutte de libération nationale. Comme toute lutte de libération, elle utilisera tantôt la lutte politique, tantôt la violence, violence qui sera forcément adaptée à la Guadeloupe. (Il n'y a pas de frontières entre ces 2 formes de lutte).

Mais aucun parti, et le G.O.N.G. ne le permettra jamais, n'a le droit de leurrer le peuple sur les vertues du parlementarisme bourgeois.

VI - NOUS STIGMATISONS TOUS LES ACTES D'INJUSTICE ET DE LACHETE, D'OU QU'ILS VIENNENT ET QUEL-QU'EN SOIT LA VICTIME

La bourgeoisie, les impérialistes, et les révision-

nistes ont toujours eu peur de la critique, peur de la lutte idéologique. Par contre, ils ne se gênent pas pour semer la confusion et tromper les masses.

C'est bien cette attitude équivoque que l'on retrouve lorsqu'on analyse le comportement de la Direction actuelle du P.C.G. envers Rosan GIRARD.

Comment le G.O.N.G. a-t-il posé le problème de Rosan GIRARD ?

On sait que GIRARD a été l'un des fondateurs du P.C.G. et pendant très longtemps l'un, sinon, le principal dirigeant. A ce titre, nous avons fait de nombreuses critiques à GIRARD et notre vœu le plus grand c'est qu'il réponde un jour à ces critiques.

Quelles sont ces critiques ?

Nous l'avons accusé de manquer de courage, d'avoir trahi et la cause de la Guadeloupe et celle du communisme.

Concernant les analyses faites par GIRARD, certaines sont justes mais les conclusions qu'il en tire sont toujours idéalistes, erronées.

a - GIRARD, homme politique non courageux.

Si on examine de près l'attitude de GIRARD vis-à-vis du P.C.G., on se rend compte que GIRARD s'est rendu parfaitement compte de l'urgente nécessité de redresser le P.C.G.

Dans l'ETINCELLE du 4 février 1961, il écrivait :
" La responsabilité du P.C.G. n'a jamais été aussi grande.

Le moment est vraiment venu de s'organiser pour prendre la direction de la Révolution Nationale de la Guadeloupe et de réussir en mettant en mouvement, sur des objectifs à définir, tous ceux qui aspirent à un changement réel et qui sont capables de se battre pour l'imposer, tous ceux que la démocratie nationale populaire n'effraie pas ou ne menace pas dans leurs intérêts économiques fondamentaux.

Mais l'affranchissement de la Guadeloupe et son épanouissement dans une démocratie authentiquement progressiste et sociale, authentiquement respectueuse dans toute la mesure du possible des droits et libertés de l'Homme Guadeloupéen, quelles que soient son origine, sa race, sa religion, ne se réalisera que si préalablement le P.C.G. opère un véritable redressement révolutionnaire.

Il faut recommencer le communisme à la GUADELOUPE, le faire pénétrer dans la conscience de tous les militants, de tous les travailleurs".

Cette analyse de GIRARD nous la partageons. Mais quand on est un dirigeant et encore plus quand on est un dirigeant communiste, on ne peut pas se contenter de la seule analyse; il est nécessaire de passer à la pratique, de mettre la main à la pâte. Ceci nécessiterait-qu'il engage une lutte impitoyable contre :

- . l'embourgeoisement de la direction du P.C.G.
- . son opportunisme,

-qu'il entreprenne rapidement l'édification idéologique du P.C.G.

-Enfin, qu'il élabore des mots d'ordre politiques clairs qui permettent la mobilisation du prolétariat et des paysans pauvres en premier lieu.

Sur le plan d'organisation, le relèvement du P.C.G. nécessitait sa réorganisation en un véritable parti d'avant-garde avec une discipline commune, l'application correcte du centralisme démocratique, la préparation des militants à assumer toutes les formes de luttes.

GIRARD n'a pas été capable et le reste de la direction non plus d'ailleurs, de prendre aucune mesure tendant à redresser leur parti.

Nous disons dans ces conditions que GIRARD a eu le comportement de ces intellectuels petits-bourgeois qui se contentent d'analyser, mais sont incapables de lier la théorie à la pratique, incapables de faire les sacrifices qui leur permettraient de vaincre leurs contradictions.

b - En trahissant son peuple, il a aussi trahi le communisme

La dégénérescence progressive du P.C.G., le manque de liaison entre sa direction et les masses populaires, l'éloignement de GIRARD ont fait qu'il est devenu un opportuniste de droite, un homme qui n'a plus confiance en son peuple, qui a peur du peuple et qui, par conséquent, voudrait s'appuyer de plus en plus sur les forces de droite.

Un tel comportement chez "un militant communiste" traduit l'affolement, la déroute, la peur de lutter. Ces sentiments sont étrangers au communisme.

C'est pourquoi nous avons fait la comparaison entre J. BOSCH et R. GIRARD, montrant ainsi que ceux qui, à certains moments, apparaissent comme des "éléments raisonnables" parcequ'ils veulent constituer une 3ème voie, sont tôt ou tard

méprisés par leur peuple et abandonnés par l'impérialisme.

L'ETINCELLE nous accuse d'avoir "trainé GIRARD dans la boue" à propos de ces critiques; une telle appréciation prouve que la direction du P.C.G. n'a rien compris du rôle d'un communiste et d'un P.C.

Car enfin, ^{cela} "avoir la responsabilité de la direction du mouvement national" ne signifie pas "parader", jouer à "l'important", cela ne signifie pas non plus que seuls les membres du P.C.G. ont le droit de faire des critiques; cela signifie aussi que tous ceux qui sont intéressés à la libération de la Guadeloupe ont le droit et le devoir de juger l'avant-garde.

Nous qui, actuellement, avons la responsabilité d'être à l'avant-garde du mouvement national, nous nous sentons pleinement autorisés à réclamer des comptes à ceux qui ont été incapables de conduire le peuple sur une voie juste.

De même, nous ne chercherons jamais à dissimuler notre responsabilité si, dans les années à venir, notre ligne générale se révélait erronée.

L'ETINCELLE poursuit ses accusations en écrivant "que nous ne craignons pas de paraître dementiels, car, tout en critiquant GIRARD en FRANCE, en GUADELOUPE, nous crions que le C.C. du P.C.G. a écarté GIRARD."

Ce qui signifie que tantôt nous critiquons GIRARD, tantôt nous prenons sa défense.

Ici encore, nous répétons que le C.C. du P.C.G. est incapable d'analyser.

Il n'y a aucune contradiction entre le fait de critiquer quelqu'un, parcequ'il émet des idées erronées, parcequ'il a suivi une voie fausse et le fait de soutenir cette même personne quand elle est victime d'une mesure anti-démocratique.

GIRARD a été progressivement écarté de la direction du P.C.G. sans que l'ETINCELLE en fasse la moindre allusion, donne la plus élémentaire explication sur les raisons d'une telle décision.

C'est là une attitude hypocrite. Le G.O.N.G. flétrit une telle attitude et se sent pleinement le droit de le faire.

VII - POURQUOI LA DIRECTION DU P.C.G. A-T-ELLE CHOISI CETTE PERIODE POUR CALOMNIER LE G.O.N.G. QUELS SONT LES LIENS ENTRE CES CALOMNIES ET LE LIMOGEAGE DE NOMBREUX CADRES DU P.C.G.

L'Histoire de la politique internationale de ces quelques dernières années a montré que la bourgeoisie bureaucratique africaine, quand elle est aux prises avec des difficultés menaçant son existence en tant que classe au pouvoir, inventait de toute pièce l'existence d'un complot.

"Cette méthode" permet, à un clan, d'éliminer l'autre clan, de prêcher l'Unité Nationale et ainsi de se maintenir encore quelques temps au pouvoir.

La bourgeoisie bureaucratique africaine n'a rien inventé, l'oligarchie d'Amérique Latine et les militaires (officiers supérieurs) agissent de même.

Dans les deux cas, la bourgeoisie, pour avoir la bénédiction de Washington et des "pays capitalistes", s'arrange pour meler et accuser le ou les pays qui, du point de vue révolutionnaire, sont à l'avant-garde.

En Amérique Latine, une fraction de l'oligarchie réalise un coup d'état "pour déjouer un complot pro-castriste".

En Afrique, la quasi-totalité des réactionnaires qui ont réalisé les coups d'état ont pris comme prétexte : "la menace imminente d'un complot pro-chinois".

En Indonésie, il s'est réalisé l'une des repressions les plus fascistes de l'Histoire de l'Humanité "pour éviter un complot pro-chinois".

En Guadeloupe, le P.C.G. calomnie le G.O.N.G., élimine par des méthodes anti-démocratiques ses cadres pour "arrêter un complot imminent, anti-direction" réalisé par "des éléments pro-chinois".

Les révolutionnaires, qu'ils soient Chinois, Cubains ou autres, ont toujours été le cauchemard des impérialistes et des réactionnaires; aujourd'hui, le G.O.N.G. est devenu le cauchemard de la direction du P.C.G.

Comment expliquer que les articles publiés contre le G.O.N.G. précèdent cette action anti-démocratique qui consiste à liquider ses propres cadres alors que le B.P., lui-même, avoue que le début du "complot" remonte à 1959 ?

Comment expliquer que l'une des victimes fut expulsée de l'U.R.S.S. pour son comportement et se retrouve quand même au C.C. du P.C.G. pendant deux ans ?

Comment expliquer que la section du Moule, "le berceau du communisme en Guadeloupe", selon l'ETINCELLE, soit dissoute ?

Comment expliquer que le B.P. du P.C.G. accuse un ancien membre du C.C. de "haute trahison" pour des activités qui datent de 5 ans et plus, alors que l'an dernier, il lui a été confié d'être responsable du P.C.G. au Front ?

La direction du P.C.G. ne répond pas à ces questions et n'ose pas répondre.

La réalité, c'est que les seules explications, données dans le communiqué du B.P., sont "cousues de fil blanc" et laissent voir nettement la sale manoeuvre entreprise par la clique de BANGOU.

A la veille des élections, cette clique a mis toute son énergie, son intelligence, pour trouver des activités qui démontrent au pouvoir colonialiste que le P.C.G. offre actuellement toutes les garanties nécessaires à une collaboration sans limites.

1° - Il fallait donc que le pouvoir colonialiste soit rassuré, qu'il sache qu'entre le G.O.N.G., organisation Marxiste-Léniniste, et le P.C.G., dont la direction est révisionniste, il n'existe aucune possibilité d'alliance.

Les deux articles de l'Etincelle calomniant le G.O.N.G. répondent à cette préoccupation des pouvoirs colonialistes.

2° - Ce n'est pas suffisant : il fallait "épurer" le Parti de tous ceux qui, croyant encore à la nature prolétarienne de ce parti, risquaient de dénoncer publiquement la direction quand ils s'apercevraient de cette trahison.

La vague de limogeage, réalisé par le "clan BANGOU", répond à cette deuxième préoccupation du pouvoir.

3° - Enfin, comme en dernier lieu les masses risquaient de se poser des questions et de réclamer des explications, il fallait cacher cette trahison, cette manoeuvre, sous la qualification à la mode : " complot pro-chinois ".

Escomptant sur la propagande anti-chinoise que les réactionnaires et elle même avaient largement diffusée, la direction du P.C.G. pensait que l'histoire s'arrêterait ici, que ce qualificatif lui permettrait de réaliser l'Unité, à la manière de la bourgeoisie africaine.

C'est là le genre d'analyse idéaliste, coutumière à la direction du P.C.G. Nous ne pouvons que le regretter.

Ayant réalisé ce forfait, qui avec la trahison de PELAGE, constituent les deux plus hautes trahisons de l'histoire de la Guadeloupe, le " clan BANGOU " croit déjà à la

victoire certaine aux élections du 5 Mars 1967.

Les faits à venir prouveront une fois de plus que la lâcheté et la trahison n'ont jamais été payantes.

A ces lâches, à ces traîtres, nous disons :

La lutte de libération nationale est un processus; son développement n'est qu'une série de défaites et de victoires; il peut durer longtemps, dix ans, vingt ans et même plus, mais en définitif, la victoire appartient toujours à ceux qui osent lutter et qui luttent effectivement : au peuple.

Aux traîtres, aux criminels, à ceux qui vendent la cause nationale pour le gain de quelques miettes : ils ne perdent rien pour attendre leur sort.

Le chatiment que leur réserve le peuple Guadeloupéen sera à la taille de leurs forfaits.

- POUR LA LIQUIDATION DEFINITIVE ET TOTALE DU REVISION-
NISME,
- POUR QU'A TRAVERS LA LUTTE IDEOLOGIQUE ET LA LUTTE
DES MASSES, LES OUVRIERS ET PAYSANS PAUVRES DE LA
GUADELOUPE FORGENT UN VERITABLE PARTI COMMUNISTE
CAPABLE DE GUIDER LE PEUPLE GUADELOUPEEN JUSQU'A
LA VICTOIRE FINALE,

LA LUTTE CONTINUE

Le Bureau Politique du G.O.N.G.